

SRI LANKA

Amnesty International s'inquiète de l'escalade de la violence

Index AI : ASA 37/002/2006

ÉFAI

Mercredi 11 janvier 2006

DÉCLARATION PUBLIQUE

Amnesty International lance un appel à toutes les parties pour qu'elles mettent un terme aux homicides, enlèvements et « disparitions » dont il est fait état quotidiennement dans le nord et l'est de Sri Lanka.

Plus d'une centaine de personnes, environ 40 civils et 60 membres des forces de sécurité, ont été tués au cours d'un mois sanglant.

Amnesty International a été consternée par la mort de Joseph Pararajasingam, député, tué par des agresseurs non identifiés alors qu'il assistait à un office religieux dans l'église St Mary de Batticaloa la veille de Noël, a déclaré Purna Sen, directrice du programme Asie-Pacifique de l'organisation.

Peu de temps après, le 2 janvier, cinq lycéens du collège hindou de Sri Koneswara et du collège St Joseph de Trincomalee étaient tués. Bien que l'armée ait dans un premier temps déclaré que les lycéens avaient été tués par une grenade qu'ils auraient eu en leur possession, une autopsie a révélé que les jeunes gens avaient été abattus, pour trois d'entre eux d'une balle dans la tête. Le président a ordonné une enquête sur ces morts.

Un peu plus tôt, le 16 décembre, Ilayathamby Tharshini, une jeune femme tamoule, avait été violée et assassinée à Punguduthivu et son corps jeté dans un puits, près d'une base navale de Sri Lanka. Amnesty International est extrêmement préoccupée par l'augmentation du nombre signalé d'abus sexuels sur des femmes, a déclaré Purna Sen.

Le 4 décembre, A L M Faleel, fonctionnaire sri-lankais de Kathankudy (province de l'Est), était gravement blessé dans une fusillade qui aurait été perpétrée par les *Liberation Tigers of Tamil Eelam* (LTTE, Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul). Transporté à l'hôpital de Colombo, il est décédé de ses blessures peu après.

Amnesty International demande instamment au gouvernement de Sri Lanka d'ouvrir des enquêtes indépendantes et impartiales sur ces homicides et de traduire en justice leurs auteurs présumés. L'organisation lance également un appel aux LTTE pour qu'ils appliquent leurs engagements en matière de respect du droit international humanitaire.

Au moins dix personnes auraient « disparu » après avoir été interpellées par les forces de sécurité

dans le nord de Sri Lanka au cours des deux derniers mois. Amnesty International demande au gouvernement de veiller à ce que des enquêtes approfondies et impartiales soient menées sur ces « disparitions » afin d'empêcher que cette violation odieuse des droits humains ne redevienne un phénomène courant à Sri Lanka.

Par ailleurs, l'organisation est extrêmement préoccupée par les informations qui lui sont parvenues selon lesquelles au moins 250 familles auraient fui la péninsule de Jaffna au cours de ces dernières semaines, la population craignant une reprise de la guerre.

La dégradation de la situation en matière de sécurité affectera de façon dramatique les opérations d'aide et de secours en faveur des personnes déplacées par le tsunami et les années de conflit qui n'ont aucun espoir de pouvoir jamais regagner leurs foyers.

Complément d'information

Au cours des six derniers mois, un certain nombre d'efforts ont été faits pour remettre sur les rails les négociations de paix, suspendues depuis avril 2003. Les deux parties se sont mises d'accord en principe pour revoir l'application de l'accord de cessez-le-feu, mis en place en février 2002, mais sans parvenir à se mettre d'accord sur un lieu pour les pourparlers. L'envoyé spécial norvégien, Eric Solheim, doit se rendre au Sri Lanka le 23 janvier.

Une certaine escalade de la tension est perceptible depuis début décembre 2005 à Sri Lanka où se multiplient homicides, arrestations et explosions de mines terrestres antipersonnel.

Les règlements d'exception actuellement en vigueur autorisent aux policiers une garde à vue pouvant se prolonger jusqu'à 90 jours. Des centaines de personnes ont été arrêtées à Colombo en vertu de ces dispositions au cours d'opérations de ratissage menées par les forces de sécurité fin décembre 2005. La plupart ont été remises en liberté après avoir été interrogées mais quinze personnes seraient encore détenues. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>